



**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC SUR DIFFERENTS SITES A  
GRAND-BOIS DU JEUDI 28 NOVEMBRE AU  
LUNDI 02 DÉCEMBRE 2024**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE**

**VU** la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

**VU** la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'organisation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 23-1 ;

**VU** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L .2212-2, les articles L.2213-1 et suivants, les articles L.2214-1 et suivants ;

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 2125-1, L 2111-1, L 3111-1 ;

**VU** le Code de la route notamment les articles L 325 et suivants L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 325 et suivants R 411-3 et suivants, R 411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28, R 412.51; R 417-1 et suivants ;

**VU** le code de la Santé Publique R1334-30 à 37 ;

**VU** le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°037/DRASS/SE en date du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre le bruit du voisinage ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du mardi 25 Juin 2024, affaire n°33/1607 portant modification de la tarification des redevances d'occupation du domaine public et autres prestations de service;

**VU** l'arrêté municipal DRH2023-169 portant délégation de signature à Madame **Magalie POTHIN**, Directrice Générale Adjointe des Services ;

**VU** la demande de **Madame LIM-CHAP Pulchéry** en date du 27 septembre 2024 ;



**CONSIDERANT** que pour permettre une collecte de fonds dans le cadre du « **TELETHON** », il y a lieu d'autoriser **Madame LIM-CHAP Pulchéry** à occuper le domaine public sur différents sites à Grand-Bois, du **jeudi 28 Novembre au lundi 02 décembre 2024**.

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1/ Madame LIM-CHAP Pulchéry** est autorisée à occuper le domaine public, afin de récolter des fonds dans le cadre du « **TELETHON** », du **jeudi 28 novembre de 06h00 au lundi 02 décembre 2024 à 12h00**.

**ARTICLE 2/** Les conditions d'occupations sont les suivantes :

-Son occupation est dépourvue de tout caractère commercial et est consentie intuitu personae et ne peut en conséquence, faire l'objet ni de cession, ni de location, ni de prêt.

**- Sa durée : cf article 1**

**Ouverture au public :**

\* **sur le parking de l'église de Grand Bois, le samedi 30 novembre 2024, de 09h00 à 18h00,**

\* **devant la mairie annexe de Grand-Bois, le vendredi 29 novembre 2024, de 09h00 à 18h30,**

- **Activités : ventes de tee-shirts, de gâteaux et objets divers, plantes, des produits Téléthon.**

**- L'organisateur est autorisé à installer le matériel suivant :**

- **1** chapiteau sur chaque site,

- Etat et entretien : **L'organisateur** devra maintenir en bon état de propreté, l'emplacement concédé et se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité. Il ne devra établir aucun dispositif ni utiliser aucun matériau susceptible de compromettre la sécurité et la salubrité publique.

- Assurances : **L'organisateur** prendra toute assurance nécessaire à la couverture de la manifestation, notamment en matière de responsabilité civile et devra adresser une copie de cette police à la Mairie.

**ARTICLE 3/ L'organisateur** est tenu de se conformer aux dispositions de l'arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant.

**ARTICLE 4/** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5/** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité ayant pris l'acte, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard - BP 342 – 97448 Saint-Pierre Cedex ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de la Réunion, 27 rue Félix Guyon - 97400 Saint-Denis dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

**ARTICLE 6/** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre et Monsieur le chef de poste de la Police Municipale et **l'organisateur** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Saint-Pierre, le

28 NOV. 2024

**Le Maire**

Pour le Maire et par Délégation  
La Directrice Générale Adjointe  
des Services

**Magalie POTHIN**

